

Le FPD en bref

Première réunion mondiale virtuelle du Forum Politique pour le Développement
Dialogue sur la programmation de l'UE avec Koen Doens, directeur général de la DG DEVCO
15 septembre 2020

Plus de 85 représentants d'organisations de la société civile (OSC), d'autorités locales (AL), d'associations de professionnels et d'entreprises, ainsi que de la Commission européenne, ont participé à la première réunion mondiale virtuelle du Forum Politique pour le Développement (FPD) le 15 septembre 2020. À cette occasion, les membres du FPD ont rencontré pour la première fois le directeur général de la DG Coopération internationale et Développement, Koen Doens, et présenté leurs recommandations et commentaires sur la programmation de l'UE. Cet événement a été organisé dans le cadre d'un processus de consultation plus large, en ligne et par écrit, sur la programmation de l'UE, qui a débuté au mois d'avril et se poursuivra jusqu'à la fin de l'année.



Discours d'introduction et de bienvenue

Dans son allocution d'ouverture, Koen Doens s'est félicité de l'adoption des outils numériques et a suggéré que les

activités virtuelles du « FPD 2.0 » complètent les réunions mondiales et régionales sur site et renforcent le dialogue interactif dans les années à venir. Il a également souligné que le calendrier du cycle de programmation était excellent. Plusieurs parties prenantes devraient être associées au processus de programmation : « Il est clair que nous souhaitons nous engager dans un dialogue structuré avec les organisations de la société civile et les autorités locales », a-t-il déclaré. Les lignes directrices concernant la programmation seront envoyées aux délégations de l'UE à la fin du mois de septembre.

Doro Fischer @DoroFischer · 15 sept.
"The broader EU agenda cannot materialise unless we have in our partner countries a vibrant civil society and social partners. We know from experience that those are essential to translate the heartbeat of society into institutional decisions", @Koendoens during #PFDvirtual



Capacity4dev y 7 más

6 8

Dans son discours de bienvenue, **Tanya Cox**, directrice de CONCORD Europe et coprésidente du FPD au nom des

OSC, a rappelé aux participants que la fracture numérique ne cesse de s'élargir et que les inégalités se sont creusées depuis l'apparition de la pandémie. Elle a appelé à adopter une approche centrée sur les personnes pour lutter contre les faiblesses systémiques révélées par la COVID-19. « Nous devons revoir notre mode de fonctionnement et nous concentrer sur les personnes afin de ne laisser personne derrière. » **Frédéric Vallier**, secrétaire général du Conseil des communes et régions d'Europe/PLATFORMA et coprésident du FPD au nom des AL, a également

souligné le rôle primordial et de premier plan que les gouvernements locaux et régionaux (GLR) ont joué dans la crise de la COVID-19 ainsi qu'en tant que partenaires importants de la société civile, des gouvernements nationaux, du secteur privé et de l'Union européenne. Ce partenariat doit être maintenu et renforcé au cours de la prochaine période de programmation.

Commentaires et réflexions issus des réunions régionales virtuelles

Durant la première partie de la réunion, les membres du FPD ont présenté les principaux résultats des quatre réunions régionales virtuelles tenues en juillet. Les préoccupations communes à toutes les régions comprennent l'aggravation des inégalités, la fracture numérique, le maintien du cap sur les Objectifs de développement durable (ODD), une « transition équitable » alors que nous sortons de la crise sanitaire et mettons en œuvre des accords verts, ainsi que la nécessité de créer un environnement favorable aux AL et aux OSC afin de « reconstruire en mieux ». Plusieurs membres du FPD portent un regard critique sur le passage de la programmation thématique à la programmation géographique dans le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP). Ils ont ainsi souligné que les gouvernements locaux, les syndicats et les coopératives doivent nécessairement être impliqués activement dans les processus de programmation géographique. Les feuilles de route de l'UE apportent certes une valeur ajoutée, mais elles doivent être plus inclusives et transparentes. Les conventions-cadres de partenariat (CCP) quant à elles sont une bonne pratique en matière de partenariats multi-parties prenantes. Les représentants des autorités locales ont recommandé d'utiliser les CCP au niveau local avec les associations nationales d'autorités locales.

Le directeur général de la DG DEVCO a expliqué que la « géographisation » permet d'adapter le soutien de l'UE aux besoins spécifiques des pays, soulignant l'importance de l'approche territoriale dans l'élaboration de la programmation au niveau local, qui crée des avantages à la fois pour les OSC et les AL. C'est la raison pour laquelle les délégations de l'UE sont invitées à s'engager dans des dialogues structurés avec les OSC et les AL à l'échelle nationale. Cela implique également de travailler à la mise en place d'un environnement favorable, notamment en renforçant les capacités ou en soutenant les partenaires dans l'exécution de leurs mandats. Il a par ailleurs souligné que la Commission européenne se concentrera davantage sur la coopération décentralisée à l'avenir.

Bernadia Tjandradewi, secrétaire générale de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Asie, a attiré l'attention sur la nécessité de développer la résilience locale en considérant tous ses aspects sociaux, environnementaux, économiques et institutionnels. En Asie, les questions environnementales, telles que la gestion des déchets et l'économie circulaire, doivent également figurer parmi les priorités, au même titre que la gestion et la protection des migrants intrarégionaux et des travailleurs retournants dans leurs pays d'origine. En outre, elle a insisté sur la nécessité de réduire au minimum la fracture numérique, de lutter contre les inégalités et de soutenir les processus de décentralisation. Elle a fait observer que tous ces objectifs peuvent être appuyés par les feuilles de route assignées aux autorités locales, qui renforcent l'environnement favorable dans lequel elles travaillent.

Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique, a souligné que le développement économique local, la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes ainsi que la protection sociale, représentent des défis majeurs en Afrique. Dans la situation actuelle, ce sont les gouvernements locaux et régionaux, ainsi que les OSC, qui répondent aux situations d'urgence immédiate. Il a souligné l'importance

que revêt la mise en place de dialogues structurés avec les autorités locales, voire la conclusion de conventions-cadres de partenariat au niveau national avec les associations nationales d'autorités locales. En outre, **Georgia Papoutsi**, directrice de la politique de l'Alliance Coopérative Internationale, a ajouté que l'UE doit se concentrer sur le renforcement des modèles économiques durables et inclusifs à l'échelle locale pour créer une économie au service des personnes. Pour être efficace, cette approche doit soutenir la création d'emplois décents, ainsi que la protection sociale, et inclure le secteur informel. Dans sa réponse, le directeur général a fait référence à la récente communication de la Commission européenne intitulée « Rapport de prospective stratégique : Tracer la voie vers une Europe plus résiliente », qui mentionne explicitement, entre autres choses, « la nécessité d'établir de nouveaux indicateurs pour mesurer les progrès au-delà de la croissance du PIB ».

Valter Bittencourt, conseiller politique de la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques, a présenté brièvement les résultats de la réunion des membres d'Amérique latine, qui ont mis l'accent sur l'exploitation durable des ressources naturelles, sur le lien entre développement durable, paix et sécurité, ainsi que sur la préservation de la nature et la protection des populations autochtones et des défenseurs des droits de l'homme. Cela implique également de renforcer le système démocratique dans son ensemble et l'État de droit dans la région.

Les participants ont de nouveau fait part de leurs préoccupations concernant les modèles de financement innovants de l'Union européenne, tels que le financement mixte ou les garanties. Plusieurs membres ont exprimé des inquiétudes quant au problème de responsabilité que posent ces modèles et à leur impact positif, qui reste à démontrer. Koen Doens a néanmoins répondu en expliquant que le financement mixte serait utilisé en période de restriction des financements pour compléter d'autres formes de financement et qu'il pourrait avoir un effet de levier important, par exemple en soutenant des femmes entrepreneurs ou des micro-entreprises. Il a également constaté avec satisfaction que les préoccupations globales des membres du FPD reflètent les priorités de l'UE, telles que le Pacte vert, la numérisation, la croissance inclusive et les emplois, la migration, la préservation de la démocratie, ainsi que, de manière générale, un système multilatéral fondé sur des règles. M. Doens a également confirmé que l'accent mis sur l'être humain est « au cœur de l'approche adoptée par le commissaire ».

Contributions des membres du FPD à la programmation de l'UE

Dans la seconde partie de la réunion, huit orateurs présélectionnés représentant différents membres du FPD ont présenté au directeur général leurs commentaires sur la programmation de l'UE. Un certain nombre de points de vue exprimés durant la première partie de la discussion ont été approfondis et illustrés à l'aide d'exemples. **Ziad Abdel Samad**, directeur exécutif du Réseau des ONG arabes de développement venu représenter les ONG membres du FPD, a insisté sur l'importance de la protection de l'espace civique. L'UE ne devrait pas transiger sur les droits fondamentaux, l'inclusion et la participation, mais devrait plutôt renforcer les capacités des ONG à mener des actions de plaidoyer et à influencer les lois.

Marc Noël, directeur du développement international de l'Alliance Coopérative Internationale, a reconnu que des mesures supplémentaires sont nécessaires pour institutionnaliser le dialogue inclusif entre toutes les parties prenantes en s'appuyant sur les outils existants tels que le FPD au niveau local, avec la participation des délégations de l'UE. **Paola Simonetti**, coordinatrice des politiques de développement de la Confédération syndicale internationale, a rappelé aux participants que la relance après la pandémie de COVID-19 et la résilience face à la crise doivent être liées au respect des ODD, notamment en ce qui concerne l'accès universel à l'éducation publique, aux soins de santé et à la protection sociale, ainsi que le rétablissement d'emplois et de revenus décents. Le directeur général a déclaré qu'il partageait l'avis des intervenants concernant toutes les questions soulevées, soulignant qu'un dialogue avec les partenaires sociaux et les OSC dynamiques s'avère essentiel pour traduire les préoccupations de la société en décisions institutionnelles et en politiques publiques. À cet égard, il importe de préserver des environnements favorables dans l'intérêt de tous. Il a souligné que les programmes géographiques et thématiques doivent être ancrés localement en adoptant une approche territoriale : les défis mondiaux requièrent des actions locales. Il a cité en exemple un programme sur le cacao mené au Ghana et en Côte d'Ivoire, qui vise notamment à lutter contre la déforestation et le travail des enfants et est le résultat de l'implication des acteurs locaux, des partenaires sociaux et des OSC.

Emilia Saiz, secrétaire générale de Cités et Gouvernements Locaux Unis, a souligné que le principe de subsidiarité devrait être favorisé dans l'élaboration et la mise en œuvre effective des politiques publiques que l'UE soutient en impliquant les autorités locales et régionales qui sont des *gouvernements*, c'est-à-dire des acteurs politiques exerçant leurs compétences et mandats de manière autonome. Ces derniers devraient être impliqués dans tous les dialogues avec les gouvernements des pays partenaires. Elle a attiré l'attention sur le fait que la crise du coronavirus a révélé les difficultés relatives à la fourniture des services publics ainsi que les faiblesses des politiques publiques, notamment le problème des emplois mal rémunérés dans les administrations publiques. Des services locaux solides et résilients fournis par les gouvernements locaux sont nécessaires et tous les citoyens doivent y avoir accès. **Claire Frost**, gestionnaire de programme au sein du Forum des gouvernements locaux du Commonwealth, a déclaré partager les préoccupations soulevées par les précédents intervenants et a ajouté que les autorités locales devraient être impliquées, au même titre que les gouvernements nationaux, dans la promotion de la cohérence des approches. Elle a par ailleurs demandé à ce que des réflexions approfondies soient menées sur des mécanismes plus flexibles d'accès aux fonds.

Selon **Mohammed Touzani**, responsable de projets à la Confédération générale des entreprises du Maroc, il est également capital de créer un environnement des affaires favorable, principalement pour les micro-entreprises et les PME, afin de favoriser la relance économique et d'accroître la résilience. Il s'agit par ailleurs de renforcer les capacités et de promouvoir l'apprentissage continu la vie. Les partenariats public-privé sont par conséquent plus importants que jamais. **Nadya Hernandez**, responsable des programmes de l'Initiative mondiale pour le soutien des donateurs (WINGS), a mentionné qu'il importe de faire preuve d'une plus grande vigilance concernant l'utilisation des transactions financières (pour éviter de financer le terrorisme), d'accorder plus d'attention à la mobilisation des



ressources nationales et au potentiel de croissance, et d'accroître toutes les formes de ressources privées pour le bien commun.

Carine Nsoudou, directrice de la Plate-forme de développement de la diaspora Afrique-Europe, a expliqué que les membres et organisations de la diaspora ont joué un rôle déterminant dans l'atténuation des effets de la crise du coronavirus en Afrique et rappelé l'importance du lien entre migration et développement dans la programmation de l'UE. Le directeur général de la DG DEVCO a reconnu l'importance de ce lien et salué le rôle de la diaspora, non seulement pour l'importance de ses envois de fonds dans la coopération au développement, mais également pour sa capacité à transférer des connaissances et à mettre en relation des compétences entre l'Europe et ses pays partenaires, aspects auxquels il souhaiterait consacrer plus d'attention.

Concernant le calendrier de la programmation, le directeur général a précisé que l'exercice commencera début octobre, lorsque les délégations de l'UE auront reçu les lignes directrices. Les documents de programmation devraient être finalisés d'ici la fin de l'année. Il a accepté de rendre compte aux membres du FPD des détails des processus de consultation que les délégations mèneront.

Conclusions et prochaines étapes

Le directeur général a clôturé cette réunion de deux heures par une citation de Václav Havel : « Suivez ceux qui cherchent la vérité, mais fuyez ceux qui prétendent l'avoir trouvée. » Conformément à cette citation, la première réunion mondiale virtuelle du FPD a été caractérisée par une grande ouverture de la part de la Commission européenne et une volonté explicite de poursuivre le dialogue avec les membres du forum pendant l'exercice de programmation en cours. Les échanges réguliers sur la programmation se poursuivront sous la forme de trois réunions thématiques virtuelles aux mois d'octobre et de novembre. D'autres moyens seront également développés dans le cadre du prochain « FPD 2.0 » pour continuer à recueillir virtuellement les avis et les suggestions des membres.

Toutes les interventions des orateurs peuvent être téléchargées sur notre plate-forme Cap4Dev, à l'adresse :

<https://europa.eu/capacity4dev/policy-forum-development/wiki/virtual-global-meeting-september-2020>